



SANTÉ: Nous les avons applaudis et maintenant... ACTIONS !!

Nous étions des dizaines de milliers à applaudir chaque soir, à juste titre, les personnels soignants pendant la pandémie liée au COVID-19.

Et malgré les dires de Macron, les plans d'austérité pour l'hôpital public, mais aussi les EPHAD, ne sont pas annulés : suppressions de lits, suppression de personnel, fermeture de services hospitaliers et même d'hôpitaux restent toujours programmés.

Manque de personnel, pénurie de matériel, de protections et de médicaments, manque de lits, bas salaires... la crise que nous traversons met en lumière l'état de délabrement de l'hôpital.

C'est la conséquence de la politique d'austérité menée par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis des dizaines d'années. Et les milliards économisés sur le dos de la santé ont servi à arroser les grandes entreprises de subventions multiples : celles qui devaient créer des emplois et qui n'en ont jamais créé.

Si les stocks de masques ont été diminués à presque rien, ce n'était que pour faire des économies. Si des usines fabriquant des masques ou des médicaments ont fermé, c'est parce que leurs propriétaires avaient décidé d'arrêter une production qu'ils ne jugeaient plus suffisamment rentable. Et ils l'ont fait avec le soutien des différents gouvernements.

Aujourd'hui, le gouvernement semble avoir trouvé des dizaines de milliards : 15 milliards pour l'aéronautique, 17 pour le tourisme, 8 pour l'automobile, la liste n'en finit pas et s'allonge un peu plus chaque jour.

Mais rien pour les hôpitaux !

Le gouvernement a lancé un « Ségur » de la santé, une grande réunion censée aborder les moyens à donner aux hôpitaux. Mais au personnel hospitalier, il a simplement promis une prime (et qui ne sera même pas donnée à tous). Mais pas d'augmentation de salaire importantes, comme le demandent les personnels hospitaliers dont les salaires, comme ceux des autres fonctionnaires, sont bloqués depuis 10 ans.

Et à la place des embauches massives nécessaires, le ministre de la santé propose de remettre en cause les 35 h et de faire des heures supplémentaires.

Pour toutes ces raisons le personnel hospitalier a raison de se mobiliser.

En parallèle de ces attaques sur notre systèmes de santé, nous constatons que le patronat, sous prétexte des difficultés des entreprises dues aux conséquences du confinement, a commencé à s'attaquer aux lois encadrant le travail.

« *Il faut augmenter le temps de travail* » disent certains d'entre eux. Alors qu'il faudrait au contraire le diminuer et partager le travail entre tous, tout en maintenant un bon niveau des salaires.

D'autres utilisent le chantage à l'emploi. « *Il faut diminuer les salaires* » disent les dirigeants de la compagnie aérienne Ryanair, voulant imposer une baisse de salaire pendant 5 ans, en échange d'un engagement de ne pas licencier (en tout cas pas immédiatement). Qui peut les croire ?

Ces patrons ont reçu l'appui de Muriel Pénicaud, la ministre du travail. De même qu'elle a appuyé l'initiative des patrons de la métallurgie de pouvoir baisser le temps de travail pendant 2 ans avec une indemnisation bien inférieure aux 70 % de l'activité partielle.

Les entreprises privées reçoivent des milliards d'euros de l'Etat, cet argent ne sert même pas à maintenir les salaires et les emplois, il serait donc plus judicieux de l'utiliser pour le bien de tous en investissant dans la santé, l'éducation, etc...

Le gouvernement a eu l'outrecuidance de passer une loi permettant aux salariés du privé de donner des jours de congé aux personnels hospitaliers. Leur réponse sans appel a été : "nous ne souhaitons pas la charité, juste un revenu correspondant à notre engagement".

Plutôt que de leur donner quelques jours, utilisons une journée pour manifester à leur coté.

Nous devons défendre notre droit à la santé.

Les hospitaliers se mobilisent. Nous ne pouvons pas les regarder défilier en applaudissant.

Nous devons être avec eux, solidaires de leurs revendications et ainsi montrer dès maintenant que tous ensemble nous répondrons aux attaques que préparent le gouvernement et le patronat.

Toutes et tous à la manifestation

mardi 16 juin 2020 à 13 h

de l'Hôpital Edouard Herriot (place d'Arsonval, métro Grange Blanche) jusqu'à l'Agence Régionale de Santé (ARS)

Grève

de 2 h mini à la journée complète

Rendez-vous à tous à 12 h 30 au métro Gare de Vénissieux

(pensez à prendre un masque)

Masqués mais pas muselés

Nous continuons notre combat pour remettre l'humain au cœur du soin

16 Juin 2020

